

VICTOR HUGO CANDIDAT A MONTAUBAN

Un jour, pendant une période électorale qui intéressait notre famille nous parcourions, mon frère et moi, une vieille collection du Charivari pour y chercher des Daumier et des Gavarni, lorsque nous tombâmes sur une note de ce journal, à la date du 8 juillet 1842, qui, à propos d'une candidature de Victor Hugo dans le Tarn-et-Garonne, déplorait les injures grossières adressées au poète. Ces procédés, disait le journal satirique, gênent plutôt l'opposition qu'ils ne la servent.

C'est ainsi que nous fûmes mis sur la trace d'une candidature de Victor Hugo à Montauban dont, à notre connaissance, il n'est parlé nulle part. Mon frère se promettait de faire quelques recherches et d'écrire un article. Parmi tant de projets et de travaux que la mort a si brutalement interrompus j'ai voulu réaliser l'un des plus modestes auquel mes études habituelles m'avaient quelque peu préparée.

Grâce à l'obligeance de M. Canal, archiviste de Tarn-et-Garonne, j'ai pu retrouver la polémique qui éclata entre les journaux de ce département à l'occasion de cette candidature. Cette courte étude, en dehors même de l'intérêt qui s'attache à un épisode ignoré de la vie du poète, montrera comment en 1842 on jugeait l'écrivain le plus illustre de son temps dans une région qui a toujours été regardée comme une des plus lettrées de France¹.

Quelle était, en 1842, au moment où se placent le» incidents dont nous allons parler, la position politique de Victor Hugo ? On sait qu'il avait été légitimiste dans sa jeunesse tout en portant à Napoléon la plus vive admiration. Il se rallia à Louis-Philippe sans difficulté. De très bonne heure il avait eu la préoccupation du rôle social du poète. On en trouve la preuve dès 1834 dans Littérature et Philosophie mêlées où se manifeste son admiration pour Mirabeau et dans la plupart des préfaces de ses œuvres. En 1836, au moment où Girardin fonda La Presse, le programme politique du nouveau journal avait été, paraît-il, rédigé par lui. Après le procès du Roi s'amuse les républicains avaient songé à lui ; il ne répondit pas à leur appel.

Mais la manifestation la plus éclatante de ses ambitions politiques, ce fut le discours d'entrée à l'Académie. Le poète avait été élu le 7 janvier 1841 ; il prit séance le 2 juin. On attendait un discours littéraire, une sorte de

¹ Il paraît, en effet, que la ville de Montauban est proportionnellement au nombre des habitants celle où l'on achète le plus de livres.

bulletin de victoire romantique. Or ce fut une harangue d'homme d'Etat ou tout au moins de philosophie politique.

Ayant à faire l'éloge de Népomucène Lemercier, il avait surtout montré dans ce médiocre poète l'homme fier qui ne s'était pas incliné devant Napoléon. Puis, après quelques considérations historiques sur l'Ancien Régime, la Révolution et l'Empire, il se demandait « quelle devait être l'attitude de la littérature vis-à-vis de la société selon les époques, selon les peuples, selon les gouvernements. »

Il traçait un tableau magnifique de la mission sociale du poète : « Il a la civilisation à propager ; il devra d'ailleurs se garder de courir après la popularité : « cette gloire en gros sous » comme il dira plus tard ; « avoir la populace en dédain et le peuple en amour »... « Respecter les partis sans leur obéir, ménager le pouvoir tout en lui résistant au besoin », car le pouvoir est « le point d'appui divin selon les uns, humain selon les autres... sans lequel toute société chancelle ». Enfin il concluait :

« Civiliser les hommes par le calme rayonnement de la pensée sur leur tête, voilà aujourd'hui la mission, la fonction et la gloire du poète. »

Ce discours d'un ton très élevé restait vague. Cependant l'opinion publique l'interpréta comme une retentissante introduction à la vie politique. La Revue des Deux Mondes y vit, avec l'abdication solennelle du passé, « un premier pas vers la Tribune, une candidature politique à l'une des Chambres, peut-être à toutes les deux, mieux encore, un programme de ministère. » La Revue allait un peu vite. Le discours contenait, en effet, beaucoup moins l'affirmation d'une politique que le désir très vif de se mêler à la vie publique, ce qui était pour l'écrivain un véritable devoir.

Mais Victor Hugo savait bien que le temps des mages était passé ; pour jouer un rôle politique l'inspiration divine, même manifestée en vers sublimes, ne suffisait plus. Il y avait des Chambres, un corps électoral, le ministère. M. Pierre de Lacretelle, dans son livre très intéressant sur la vie politique de Victor Hugo, a mis en doute la sincérité de son désir de devenir député : « en réalité, nous dit-il, il ne tenait pas davantage à livrer son nom aux hasards du scrutin qu'à le compromettre dans les luttes bruyantes du Palais Bourbon. La Chambre aristocratique convenait mieux à sa sérénité et à ses goûts du moment. »

Il ne croit pas que s'il a choisi le manteau d'hermine de préférence à l'insigne de député, ce fut faute de remplir les conditions d'éligibilité requises par la loi ; si le loyer de son appartement de la place Royale eût été insuffisant sous la Restauration, il ne l'était plus pendant la monarchie de Juillet². Le Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie nous dit cependant que pour être éligible en payant un impôt suffisant le poète avait dû emprunter la maison d'un ami.

² Pierre de Lacretelle. La vie politique de Victor Hugo, page 44.

La tentative que nous allons raconter, bien qu'elle n'ait pas été menée jusqu'au bout, prouvera, croyons-nous, la sincérité de son désir d'entrer à la Chambre.

L'occasion allait se présenter bientôt. En effet, la Chambre élue en 1839 et qui depuis le 29 octobre 1840 soutenait le ministère Soult-Guizot fut dissoute le 13 juin 1842. Ce gouvernement venait de subir un échec dans l'affaire du Droit de Visite. Il avait comme politique : à l'extérieur gagner du temps ; à l'intérieur s'opposer aux innovations. Il était donc nettement conservateur. Ce qu'on traduisait par la formule : Paix au dehors, ordre au dedans.

Guizot, qui en était le véritable chef, espérait voir se constituer, après les élections, deux grands partis et obtenir une majorité plus compacte.

C'est dans ces circonstances que Victor Hugo accepta de poser sa candidature à Montauban. Cette candidature fut lancée par Le Courrier de Tarn-et-Garonne, journal qui paraissait trois fois par semaine : le mardi, le jeudi et le samedi. C'était un organe d'opposition de gauche qui avait de fortes attaches dans le pays. Son grand homme était M. Thiers. La campagne commença dans le numéro du 7 juin par un article très violent sur le député sortant, M. Janvier : Le député qu'il nous faudrait. Ce Janvier était le frère de Janvier de Lamothe, plus tard lui aussi député de Tarn-et-Garonne et qui, comme Préfet du second Empire, a laissé un souvenir pittoresque. C'était un homme distingué ; il serait injuste de le juger d'après les attaques du Courrier de Tarn-et-Garonne. Avocat il avait défendu les royalistes, compagnons de la duchesse de Berry dans son équipée Vendéenne. Il était lié avec Chateaubriand et c'est lui qui négocia avec le Conseil Municipal de Saint-Malo la cession du terrain dans l'île du grand Bé où devait reposer l'illustre écrivain. Aussi passa-t-il longtemps pour légitimiste, mais il était certainement rallié à la Monarchie de Juillet puisqu'il avait été, l'année précédente, nommé conseiller d'Etat.

Le Courrier lui reproche « de ne représenter aucun sentiment généreux, parce que « au lieu de représenter les intérêts généraux du pays il fait les affaires de quelques meneurs ; parce qu'il s'est posé comme l'expression vivante de la politique étroite, mesquine qui nous gouverne, politique de concession au dehors et de corruption au dedans ». Bref « voter pour M. Janvier c'est voter pour M. Guizot, renommer notre député, c'est absoudre le Ministère ». « Le député sortant n'est élu qu'en profitant des dissensions des partis, or l'union est faite contre le ministère... seules des médiocrités orgueilleuses ont intérêt à maintenir la classification des partis ». Les électeurs montalbanais peuvent avoir l'honneur de hâter le rapprochement des diverses nuances de l'opinion... Puisque l'on est d'accord sur le député qu'il ne faut pas pourquoi ne pas l'être sur le député qu'il faudrait. »

Et le portrait s'esquisse :

« Le député qu'il nous faudrait ce ne serait point un homme d'une couleur tranchée et dont les antécédents ou le nom trop significatif rendissent une conciliation pénible sinon impossible ; ce ne serait point non plus un homme à deux faces sans convictions, flottant, également suspect à tous les partis, mais le député qu'il nous faudrait ce sera un homme consciencieux et probe avant tout. »

Jusqu'ici l'idéal est assez vague et le portrait pourrait s'appliquer à n'importe quel homme nouveau se présentant comme « l'amî de tous, tout en restant ferme dans ses opinions ».

Mais voici que les traits se précisent : « Un homme déjà illustre, une intelligence d'élite et dont la gloire peut rejaillir sur notre cité, un homme aux idées généreuses et cependant pratiques, un homme dévoué à la France, à la Liberté, aux Lois, au progrès calme et constant, ennemi des révolutions, ami des modifications, aimant l'Europe comme sa cité, la France comme sa famille, notre ville comme sa maison ; un homme enfin, libre d'engagements et qui, sans appartenir à aucun parti, les représenterait tous, car tous les partis trouveraient leurs plus nobles sympathies au fond de cette intelligence rayonnante comme on trouve toutes les couleurs fondues dans la lumière. De telles conditions satisfieraient-elles les électeurs consciencieux et indépendants de tous les partis ? En ce cas nous les engageons à se réunir pour mettre le nom au bas du portrait. »

Les lecteurs du Courrier mirent-ils sans hésiter le nom du poète au-dessous du portrait ? Nous ne le savons pas, mais il n'est pas douteux que Victor Hugo dut goûter fort cette manière de le présenter au seuil de la vie politique. Ce ne fut cependant que dans le numéro du 16 juin que le Courrier de Tarn-et-Garonne prononça le nom illustre. Après avoir annoncé que les élections auraient lieu dans les premiers jours de juillet « le ministère ne voulant pas laisser au pays le temps de se reconnaître », le journal suppliait les électeurs consciencieux et indépendants de s'occuper bientôt du choix du candidat ; « un nom a été déjà prononcé, ajoute-t-il, celui d'un homme illustre, sérieux, indépendant avant tout (l'éloge est ici plus modeste et convient mieux aux électeurs censitaires de Tarn-et-Garonne), dévoué aux gloires nationales (cela s'adresse aux bonapartistes). Celui d'un homme aussi honnête qu'intelligent (ce qui est une louange électorale banale), de M. Victor Hugo enfin. » Le nom magique a été lancé et le journaliste reprend aussitôt la trompette : « Nous avons cru que ce nom pourrait rallier tous les partis, que cette gloire pourrait rejaillir sur notre cité, que cette intelligence pourrait être utile à notre patrie. » Une seule objection, mais le rédacteur devine qu'elle est au fond de la pensée de lecteurs nombreux : « Le seul reproche qu'on fasse à M. Victor Hugo, c'est d'être un poète. » Un poète pour les bourgeois censitaires de 1842 à Montauban c'était sans doute un simple rêveur, peut-être un amuseur ; — il faut bien prendre garde que l'auteur

des Chants du Crépuscule est d'une tout autre essence : « mais M. Victor Hugo est poète dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire créateur. »

Et le journal énumère les écrivains célèbres qui sont aussi des hommes politiques : « Il est poète comme M. de Chateaubriand qui est devenu un des hommes d'Etat les plus illustres de la Restauration et le drapeau de tout un parti ; il est poète comme M. de Lamartine qui est devenu une des voix les plus éloquents de la Chambre et l'organe glorieux de toutes les idées nobles, généreuses, élevées ; poète comme Canning, comme Martinez de la Rosa, etc. » L'évocation de ces noms illustres qui vont de France en Grande-Bretagne et en Espagne n'est pas pour surprendre ; mais voici qui est plus inattendu et même quelque peu comique pour les lecteurs d'aujourd'hui : « Et M. Thiers n'est-il pas lui aussi un homme d'imagination, un génie créateur essentiellement artistique ? » Si les électeurs ne furent point rassurés contre les dangers que la poésie peut faire courir à la politique, ce ne fut point la faute du rédacteur du Courrier.

Le journal rappelle ensuite que la France doit sa plus grande gloire à sa littérature : « Aujourd'hui qu'une politique égoïste tend à rabaisser notre belle patrie, c'est par l'intelligence que la France est encore reine. » Comment y aurait-il des esprits assez aveugles pour « la rejeter dédaigneusement dans les nuages, ce qui est une sorte d'ostracisme très perfectionné ». Malgré la pompe du langage qui est du temps ce journaliste avait de l'esprit. Il rappelle ensuite un mot célèbre : « Napoléon disait : « Si Corneille avait vécu de mon temps, je l'aurais fait prince. », et nous, nous hésiterions, je crois, à en faire un député. » Suit un développement vigoureux que certains lecteurs malicieux trouveront peut-être d'actualité : « Pour que le pays ait foi dans les Chambres, il faut qu'il y trouve représentées toutes les gloires et toutes les intelligences ; la faute capitale de notre gouvernement c'est de laisser en dehors de son action tous les hommes d'intelligence. Il faut qu'une Chambre soit au-dessus du ridicule et non au-dessous comme aujourd'hui. La Chambre qu'on vient de dissoudre a été frappée de stérilité, de honteuse impuissance parce qu'elle n'avait dans son sein que peu d'intelligences, peu d'hommes supérieurs pour l'éclairer et la moraliser et n'est-ce pas là précisément la mission des grands poètes, ces pasteurs de l'esprit. »

Descendant un peu de ces hauteurs spirituelles, le Courrier de Tarn-et-Garonne rappelle d'un mot qu'il est d'ailleurs « des questions de la plus haute importance qui sont, à proprement parler, de la spécialité des grands écrivains, « toutes les questions sociales, d'instruction publique, de propriété littéraire ». Pour le journaliste montalbanais cette spécialité est, comme on le voit, assez étendue.

Si, après ce panégyrique quelques sceptiques se trouvent encore parmi les électeurs, on les renvoie à la source. « Quant à ceux qui, après toutes ces choses, douteraient encore de l'aptitude du poète aux travaux

politiques, nous les engageons à lire avec recueillement *la conclusion du Rhin* et nous leur demanderons ensuite si un morceau politique d'une telle portée était signé par un de nos chefs de parti n'en feriez-vous pas un de ses plus beaux titres de gloire ? »

Pour faciliter cette lecture le journal publie en feuilleton d'importants fragments de cette conclusion, notamment la page sur le Congrès de Vienne et l'attribution de la Rhénanie à la Prusse.

Mais le Courrier de Tarn-et-Garonne n'était pas le seul journal de Montauban. Il y avait encore L'Echo de Tarn-et-Garonne, feuille politique et religieuse comme portait le sous-titre, paraissant aussi trois fois par semaine, mais le lundi, mercredi et samedi, ce qui favorisait l'alternance des polémiques et les prompts répliques : c'était le journal légitimiste ; il menait campagne contre les députés du centre gauche et de la gauche, sans ménager pour cela M. Guizot ; il affectait de regarder M. Janvier comme un traître et ne le combattait que dans l'espoir de trouver un candidat représentant ses propres opinions. Quelle allait être son attitude ? On fut bientôt fixé. Dès le lendemain, 17 juin, après avoir annoncé les élections pour le 9 juillet, il examinait la situation dans le département. Il n'est certes pas disposé à soutenir le député sortant, mais : « c'est l'opposition de gauche composée des radicaux pur-sang et des adeptes de MM. Thiers, Mole, Odilon Barrot, etc., qui a songé à Victor Hugo. » L'attaque commence aussitôt et sur quel ton : « Pour notre part il ne nous serait jamais venu à l'idée que l'on pût aller au haut et au loin chercher un pareil candidat. » — « Au haut » est encore respectueux, mais lisez la suite : « Nous connaissions depuis longtemps des hugolâtres littéraires et c'était bien assez. Nous ne croyons pas qu'il fût réservé à nos concitoyens de fonder la secte des hugolâtres politiques ; Victor Hugo est un illustre écrivain, dit-on ; oui, comme Erostrate fut un illustre fou. Ces imaginations puissantes toujours dans les nuages et dans la boue, dans l'impossible ou le trivial étaient, législateurs des peuples et d'ailleurs les poètes qui le furent avaient une lyre vierge de tout chant impur et immoral. »

A ce reproche le Courrier avait répondu d'avance, mais il n'avait pas prévu Erostrate. L'Echo entre ensuite dans des considérations plus terre à terre : la candidature du poète n'a aucune chance de succès : « Le parti qui veut donner des voix à Victor Hugo et lui rallier des suffrages a donc fait, selon nous, un choix malheureux. Ce parti ne peut d'ailleurs, vu ses éléments et sa force numérique, espérer d'influence dans le collège électoral qu'au moyen de transactions sur la franchise et la loyauté desquelles, nous lui devons cet aveu, on a l'habitude de ne pas compter de sa part. Il risque donc d'en être pour ses frais d'enthousiasme et de se voir punir de sa prétentieuse candidature par la nullité du résultat. »

Le journal légitimiste, qui avait sans doute quelques illusions, prétend ensuite que si l'élection se faisait au suffrage universel, celui-ci se ferait

représenter par un candidat vraiment royaliste : « Et M. de Balzac serait notre Député. »

En lisant la petite feuille jaunie, nous avons reçu, nous lui devons aussi cet aveu, un choc : Balzac candidat contre Victor Hugo ! quelle trouvaille imprévue. Hélas ! les numéros suivants nous apprennent que ce M. de Balzac était un honorable notaire de la ville. Mais L'Echo de Tarn-et-Garonne ne s'en tient pas à cette diatribe dont on a pu juger la violence. Une note indique un peu plus loin que, d'après le National et L'Observateur de l'Aisne le poète serait candidat dans ce département comme ministériel : « Ce qui, ajoute l'Echo, jette d'étranges doutes sur l'indépendance des opinions politiques de M. Victor Hugo. »

Ce n'est pas tout. Le journal légitimiste donne lui aussi un feuilleton littéraire ; c'est un article sur le Rhin emprunté à l'Union Catholique et signé E. B. D. (C'est la réponse à l'invitation que le Courrier adressait aux électeurs de lire avec recueillement la conclusion de ce livre pour se convaincre de l'aptitude du poète aux travaux politiques.) On y parle de : « Balivernes décousues et de mystifications ». Sans doute on reconnaît à l'auteur de l'imagination et même un talent réel que « l'odeur abondante de l'encens a corrompu ». Mais quel abus de l'archéologie et quelles lourdes plaisanteries ! Cependant c'est la conclusion qui, d'après le Courrier serait pour n'importe quel chef de parti un de ses plus beaux titres de gloire ; si le poète l'avait débitée devant une assemblée parlementaire, « l'hilarité aurait été à son comble. La partie sérieuse de l'ouvrage de M. Victor Hugo n'en est assurément pas la moins bouffonne. »

La riposte ne se fit pas attendre et, dès le lendemain 18 juin, le Courrier publiait en tête de ses colonnes la note suivante : « Pour qu'il ne manque plus rien à la gloire de M. Victor Hugo, l'Echo vient de lui donner le coup de pied de l'âne. Nous comprenons très bien que l'Echo ait une haine implacable contre tout ce qui est grand, généreux, éclairé, libéral, mais nous le savions tout à fait incapable de faire par lui-même une critique de notre grand poète, aussi a-t-il emprunté des injures burlesques à je ne sais quelle revue de l'Obscurantisme où un M. F. B. D. déclare tout net que Victor Hugo est un sot. » Et la note se termine par l'épithète de Tartuffe adressée à l'adversaire qui a accusé le Courrier de déloyauté.

Dans le même numéro le journal accentue son opposition au ministère en faisant d'abondantes citations de la Presse Parisienne.

La polémique, déjà si montée de ton, allait s'aigrir encore. L'Echo de Tarn-et-Garonne du 20 juin relevait la note de son adversaire et ajoutait : « Voilà tout ce que le Courrier a su trouver pour répondre à nos réflexions sur la pompeuse candidature de Victor Hugo. Tous les hommes de goût et de sens jugeront du fond et de la forme. »

Il plaisante ensuite : « Lorsque l'âne de la fable s'en vient donner le coup de grâce au roi des animaux, le lion est mourant. Il faut, que la

candidature préconisée par le Courrier soit mourante aussi puisqu'il a pensé à faire l'application de l'apologue. » Et le rédacteur trouve étrange le reproche qui lui est fait d'avoir reproduit l'article d'un autre alors que lui-même fait ses feuillets avec des citations de Victor Hugo.

Il termine en disant que : « l'auteur anonyme de cette spirituelle critique n'a jamais déclaré que Victor Hugo était un sot. » Le mot, en effet, n'était pas dans l'article signé E. B. D. et le Courrier avait ainsi résumé les attaques.

Cependant la candidature du poète ne rencontrait pas grande faveur. En vain le Courrier excitait les légitimistes contre M. Janvier : « Nous avons mis l'Echo au défi de reproduire la phrase suivante de M. de Genoude, rédacteur en chef de la Gazette de France : « Honte à tous les légitimistes qui voteront pour M. Janvier. » Cela ne pouvait guère toucher l'Echo qui cherchait encore contre le député sortant un candidat autre que Victor Hugo.

Le Courrier du 23 juin publiait en troisième page et sous le titre : « Bulletin du matin. Montauban », une note embarrassée, mais qui cependant signifiait l'abandon de la candidature du poète : « La réunion électorale que nous avons annoncée a eu lieu hier soir dans une des salles de la Bourse. Un des membres de l'Assemblée a fait connaître que le nom de M. Victor Hugo n'avait pas été présenté aux électeurs sans qu'on se fût assuré à l'avance d'un grand nombre d'adhésions, mais d'après les dernières lettres reçues de M. Victor Hugo et dont la lecture a été faite à la séance, l'Assemblée qui n'avait pas cru avoir à s'occuper d'un autre candidat, ne s'est pas trouvée en mesure d'arrêter définitivement une candidature. Dans cet état de chose elle a ajourné sa délibération à samedi prochain. Les électeurs seront convoqués à domicile. »

Le poète renseigné sur la résistance que rencontrait son nom avait renoncé à son projet.

Cet abandon était prévu depuis quelques jours ; l'Echo de Tarn-et-Garonne l'indiquait dès le 22 juin ; mais il ne désarmait pas et même son acharnement semblait croître : « La candidature de Victor Hugo dont nous annonçons avant-hier l'agonie est bien décidément morte. Le Courrier de Tarn-et-Garonne adresse à ses amis un billet de faire part en tête de son journal de hier. Les obsèques auront lieu ce soir à la réunion de la Bourse. » Mais le journal ne s'en tenait pas là.

Il voulait être bien sûr que la candidature du poète ne ressusciterait pas. Il tenait particulièrement à établir que cette candidature n'était pas une véritable candidature d'opposition. Cette partie de la polémique, si elle manque vraiment de dignité, n'est pas la moins curieuse au point de vue de la position politique du poète et de l'idée qu'on s'en faisait.

Le Courrier ayant rappelé que l'Echo qui se dit journal d'opposition avait pris l'engagement moral « d'attaquer les candidats du ministère et de défendre ceux de l'opposition », celui-ci répliqua qu'il n'avait pas failli à

cet engagement : « L'Echo a attaqué Victor Hugo comme étant directement placé sous des influences dynastiques et dénoncé par le National comme ministériel. L'article du journal l'Observateur de l'Aisne rapporté par le National sur la foi duquel nous l'avons cité parlait de deux candidatures proposées par le journal ministériel de ce département et désignait formellement Victor Hugo comme candidat du ministère. En faveur du grand poète (on devient presque poli à l'Echo lorsque le danger a disparu, mais on n'oublie pas le détail odieux), ce même journal ministériel ajoutait, par forme de réclame électorale, que Victor Hugo avait fait ses Pâques à Notre-Dame de Paris, espérant par là piper quelques suffrages. Qu'a fait l'Echo ? Il a trouvé inconvenant de reproduire cet acte vrai ou faux de la vie privée de M. Victor Hugo dans une polémique électorale où il s'agissait seulement d'établir ce que le reste de l'article mettait hors de doute : savoir que Victor Hugo que le Courrier donnait à Montauban pour un homme d'opposition était ailleurs proposé par le ministère. En nous accusant d'avoir tronqué cette citation, le Courrier a voulu tout simplement chercher à atténuer l'effet accablant qui en résultait pour sa candidature chérie. De quel côté est la loyauté ? »

Le détail sur Victor Hugo faisant ses Pâques à Notre-Dame pour piper quelques suffrages est présenté avec une perfidie dont il est difficile de savoir, d'après le texte, si la responsabilité en incombe au journal parisien ou au journal de Montauban. L'Echo affirme qu'il l'avait d'abord passé sous silence par délicatesse. Ne l'avait-il pas plutôt réservé pour s'en servir au cours de la polémique ? La polémique s'éteignant avec la disparition de la candidature, peut-être n'a-t-il pas voulu perdre son effet. L'Echo de Tarn-et-Garonne ne se contente pas d'ailleurs de cet article plus que désobligeant ; à la quatrième page du même numéro, sous le titre : Bulletin du matin : correspondance particulière. Paris, 19 juin 1842 : « Nous lisons : M. Victor Hugo à qui quelques titres littéraires avaient fait naître l'ambition d'entrer de prime abord dans la Chambre des Pairs a quelque peu amendé ses prétentions ; fatigué de frapper si longtemps à la porte du Luxembourg et d'y trouver toujours visage de bois, il vient de consentir à n'entrer dans la carrière politique que comme simple député et le collège de Montauban a été assez heureux pour que le choix de l'illustre poète s'arrêtât sur lui. Les électeurs se montreront-ils sensibles à cette préférence ? »

Le lecteur aura sans doute remarqué le dédain avec lequel le rédacteur parisien du Journal parle des quelques titres littéraires de Victor Hugo. Nous ajouterons que si le poète était dès ce moment candidat à la Chambre des Pairs, il ne devait pas frapper depuis bien longtemps à la porte du Luxembourg puisqu'il avait tout juste l'âge légal. Mais la nouvelle du désistement est devenue officielle par la note parue dans le Courrier du 23 juin. L'Echo qui a vraiment la rancune tenace publie cette note le 24 juin sous le titre : Funérailles de la candidature de M. Victor

Hugo. Le 25 juin il revient sur la candidature du notaire M. de Balzac et le 29 il publie la lettre d'un correspondant anonyme qui ironise assez lourdement : « Comme vous l'aviez fort justement annoncé dans votre numéro du 22, les obsèques de la candidature de Victor Hugo eurent lieu le soir même et si j'ai un regret c'est qu'elles n'aient pas été empreintes de ce cachet de grandeur et de solennité que méritait un pareil génie. » D'après ce correspondant, 25 ou 30 personnes seulement se trouvaient à la réunion : « Je me plais à croire qu'on ne doit l'attribuer qu'aux vers à soie et aux foins qui retiennent les électeurs à la campagne. »

(Il y avait encore à cette époque des magnaneries dans la campagne montalbanaise). Ce sont ces dernières notes que le Charivari a particulièrement relevées ; le journal satirique menait une très vive campagne contre M. Guizot ; il avait été cependant fort choqué par la phrase sur les funérailles politiques. Certes il se reconnaît le droit de combattre ses adversaires, mais « pourquoi, ajoute-t-il, traiter avec ce sans façon et ce dédain bon pour les obscurités et les nullités du parlement et de l'administration, un des plus illustres noms de la France contemporaine, un poète dont on peut combattre les tendances mais qui ne s'est jamais exposé aux coups d'une polémique passionnée en se mêlant à nos débats politiques de tous les jours. » Le Charivari reconnaît que Pair ou Député, Victor Hugo ne marcherait pas avec lui, « mais rien ne donne à penser, loin de là, qu'il fut un de ces hommes sur la complaisante docilité desquels tous les ministres peuvent compter. »

Le journal rappelle que le poète a lutté contre la censure et parlé à l'Académie de manière à scandaliser M. de Salvandy : « Encore une fois, ajoute-t-il, M. Victor Hugo n'aurait probablement pas à la Chambre plus que M. de Lamartine ce sens direct, pour ainsi dire, des choses politiques qui tracent devant les pas de nos amis une ligne droite et unie qu'ils suivent sans se démentir ; mais l'homme qui a prononcé en faveur de la franchise de la pensée le beau plaidoyer du Tribunal de Commerce ne sacrifierait pas nos libertés ; l'homme qui revendique le Rhin pour la France et qui a signé les Odes sur Napoléon et le retour des Cendres ne laisserait pas abaisser la France devant les insolences de l'Etranger... Qu'y aurait-il de si étrange dans la candidature de l'auteur des Orientales pour qu'on en fasse, dès l'abord, un objet de dérision et de ridicule. » »

La note du Charivari se termine par une allusion à la candidature du chimiste Chevreul, dans le XII^e arrondissement de Paris, présentée par le gouvernement ; il constate que cette candidature est combattue par l'opposition avec mesure et respect : « Pourquoi ne pas avoir les mêmes égards pour M. Victor Hugo qui, s'il se présente, ne le fait probablement pas comme conservateur et n'a point M. Guizot pour patron. »

Qu'on nous pardonne cette dernière citation ; elle permettra de comprendre pourquoi Victor Hugo pouvait apparaître à la fois comme candidat du ministère et candidat d'opposition.

Comment le Poète prit-il l'échec de cette malheureuse tentative ? A la dernière page du second volume de Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie l'auteur fait allusion au désir qu'avait l'écrivain en cette année 1842 d'entrer dans la vie politique ; mais il n'était pas assez riche ; il ne payait pas un cens assez élevé³. Il y avait le moyen de tricher la loi si l'on avait un ami propriétaire : il vous prêtait sa maison. « Mais quand M. Victor Hugo eut emprunté la maison d'un ami, les électeurs du cens étaient peu sympathiques aux littérateurs ; les écrivains étaient pour eux des rêveurs bons à les amuser dans les intervalles de leurs affaires sérieuses ; du moment qu'on était un penseur et surtout un poète on était radicalement incapable de bon sens et de rien entendre aux affaires pratiques. Je ne sais par quelle erreur M. de Lamartine avait pu être élu ; c'était déjà trop d'un poète ; on n'en aurait certainement pas admis deux. »

Cette phrase amère fait sans doute allusion à cette candidature avortée.

Le petit tableau d'histoire locale que nous venons de tracer et où se trouve mêlé un grand nom ne serait pas complet si nous ne disions le résultat de cette élection et les résultats des élections dans le reste du département. Comme on va le voir d'ailleurs, l'histoire ne cesse pas d'être curieuse. L'opposition ne réussit pas à se mettre d'accord sur le choix d'un candidat à Montauban. Le Courrier, organe de gauche avait songé à Ferdinand Barrot ; en définitive il n'eut pas de candidat et décida ses amis à s'abstenir ; ce dont l'Echo se moqua à sa coutume : « 160 Achilles constitutionnels retirés et boudant sous leurs toits respectifs, c'est pour les écrivains poètes le sujet d'une Iliade monstre. Il y aura deux Patrocles morts au champ électoral, Victor Hugo et Ferdinand Barrot. »

Le journal légitimiste ne réussit pas non plus à trouver un candidat et M. Janvier fut réélu par 221 voix sur 445 électeurs inscrits. Ce faible chiffre prouve que le choix de la circonscription de Montauban par le poète n'était pas mauvais ; un candidat sur qui se fût faite l'union des oppositions avait les plus grandes chances d'être élu. Pourquoi cette union ne se fit-elle pas sur le nom de Victor Hugo ? L'Echo de Tarn-et-Garonne lui reprochait d'être le candidat de la gauche : mais à Moissac, d'accord avec le Courrier, il n'hésitait pas à soutenir Arago qui était un pur homme de gauche, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs celui-ci d'être battu par le baron Duprat.

L'Echo tenait sans doute rigueur au poète de son ralliement à la monarchie de Juillet, mais cela était vieux déjà et il ne montrait pas la même rigueur pour d'autres anciens légitimistes ni même pour M. Janvier, adversaire plus apparent que réel.

Nous avons vu que les ennemis de Victor Hugo l'avaient très vivement attaqué sur le terrain littéraire. Est-ce que vraiment, comme on le lit dans

³ Nous avons vu plus haut que M. Pierre de Lacretelle contestait le fait.

le Victor Hugo raconté, le corps électoral censitaire se défiait systématiquement des poètes, les croyant incapables de bon sens et de rien entendre aux choses pratiques ?

Cela n'apparaît pas si l'on regarde ce qui se passait dans la circonscription voisine. Une personnalité de premier plan y avait posé sa candidature : c'était Emile de Girardin ; or, ici, le Courrier et l'Echo se mirent d'accord sur le nom du candidat à lui opposer : c'était un poète et qui passait alors pour Romantique, Belmontet, devenu plus tard une sorte de poète officiel du second empire et dont on a seulement retenu un vers cocasse. La fête de l'Empereur ayant été troublée par la pluie et le feu d'artifice mouillé, Belmontet écrivit, pour consoler l'Empereur et la population parisienne de leur déconvenue, un poème où se trouve le vers : Le vrai feu d'artifice est d'être magnanime.

L'accord se fit donc sur un poète, mais sur Belmontet et non sur Victor Hugo. Belmontet fut d'ailleurs battu.

Si nous ajoutons que dans la seconde circonscription de Montauban, Léon de Malleville, ancien sous-secrétaire d'Etat et futur ministre de Thiers avait été élu, on conviendra que, dans le Tarn-et-Garonne, on n'hésitait pas à appeler à cette époque des candidats illustres ou notoires dans des ordres divers et d'une valeur d'ailleurs très inégale. Leur succès fut différent : en effet, des deux plus illustres et qui représentaient avec tant d'éclat la poésie et la science l'un ne put mener sa candidature jusqu'au bout et l'autre fut battu.

Quelles furent donc les causes de cet échec de Victor Hugo ? La note du Charivari que nous avons reproduite plus haut a précisé quelle était la position politique du poète dans l'opinion. Considéré par les hommes de gauche comme un défenseur de la liberté et du progrès, il ne comptait cependant pas parmi eux ; d'un autre côté il ne semble pas avoir rencontré à ce moment l'hostilité du pouvoir. Nous aurions bien voulu savoir quelle avait été l'attitude du Préfet dans cette aventure et quelles avaient été les instructions du gouvernement ; mais ni aux archives de Tarn-et-Garonne, ni au Ministère de l'Intérieur, nous n'avons rien retrouvé. Il n'est pas douteux, en tous cas, qu'il avait la sympathie très vive de la Cour ; l'entourage de Louis-Philippe n'allait pas tarder à le lui prouver en le faisant entrer à la Chambre des Pairs. Victor Hugo ne jouait certainement pas, à ce moment, un double jeu ; mais il rêvait d'une candidature au-dessus des partis comme il ressort clairement de son discours à l'Académie et des termes dans lesquels le Courrier l'avait présenté aux électeurs.

Les partis ne le comprirent pas ; c'est que, sous des noms divers, les partis sont, beaucoup plus qu'on ne l'imagine, des clans traditionnels ; ils veulent des hommes à eux, et à leur service. V. Hugo avait-il espéré qu'une personnalité telle que la sienne briserait ces cadres d'intérêts locaux ? Il n'y a pas réussi avec le suffrage censitaire ; il n'y aurait

probablement pas mieux réussi avec le suffrage universel. Un poète de génie peut parfois être un homme d'Etat, mais jamais un politicien.

Restent pour nous un certain nombre de questions que nous n'avons pu résoudre. Comment et par qui V. Hugo avait-il été appelé à Montauban ?

Nous avons fait interroger

de vieux Montalbanais ; ils ignoraient même l'histoire de cette candidature. Son frère Abel Hugo avait des relations de famille dans la région. Hortense Allard, très mêlée, comme on sait, au mouvement littéraire d'alors, était sur le point de se marier avec M. de Méritens et de se fixer pour quelque temps à Montauban où elle avait déjà des relations». Faut-il chercher dans l'une de ces voies ? Ou plus simplement quelqu'un des admirateurs du poète avait-il songé à lui ? Quel était l'auteur des articles où la candidature était exaltée ? Il n'est pas douteux, lorsque l'on parcourt le Courrier de Tarn-et-Garonne, qu'ils ne sont point de la plume des rédacteurs habituels. N'émanaient-ils pas de l'entourage de V. Hugo lui-même ? Peut-être le secret de ces petites énigmes dort-il avec les lettres que le poète écrivit alors à ses amis de Montauban dans le tiroir de que

Fabienne FRAYSSINET.